



INSTRUCTION

N° 05-009-B3 du 27 janvier 2005

NOR : BUD R 05 00005 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE. COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE.

ANALYSE

Modification du taux de la contribution sociale généralisée et du taux de la cotisation d'assurance maladie applicable aux pensions payées à l'étranger et dans les TOM.

Date d'application : 27/01/2005

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE ;
TAUX ; MODIFICATION ; ÉTRANGER ; TERRITOIRE D'OUTRE-MER

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 96-056 B3 du 4 juin 1996 ; Instruction n° 97-017 B3 du 6 février 1997 ;
Instruction n° 98-058 B3 du 9 avril 1998 ; Instruction n° 01-006 B3 du 23 janvier 2001

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM										

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

SOMMAIRE

1. MODIFICATION DU TAUX DE LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE	3
2. MODIFICATION DU TAUX DE LA COTISATION D'ASSURANCE MALADIE ET MATERNITÉ	3
3. PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	3

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Article 72 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004.....	5
ANNEXE N° 2 : Article 37 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004.....	7
ANNEXE N° 3 : Décret n° 2004-1230 du 17 novembre 2004 relatif aux taux des cotisations d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès de certains assurés	8
ANNEXE N° 4 : Décret n° 2004-1292 du 26 novembre 2004 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2005.	10

Plusieurs dispositions législatives ou réglementaires ont récemment modifié les taux de certaines cotisations ou contributions sociales applicables aux pensions.

Ainsi :

- l'article 72 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie modifie le taux de la contribution sociale généralisée (annexe 1) ;
- l'article 37 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 modifie l'article 154 quinquies du code général des impôts (annexe 2) ;
- le décret n° 2004-1230 du 17 novembre 2004 modifie les taux des cotisations d'assurance maladie, maternité et décès de certains assurés (annexe 3) ;
- le décret n° 2004-1292 du 26 novembre 2004 fixe le plafond de sécurité sociale applicable pour l'année 2005 (annexe 4).

La présente instruction a pour objet de préciser le contenu de ces nouvelles dispositions.

1. MODIFICATION DU TAUX DE LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

A compter du 1^{er} janvier 2005, les pensions de retraite sont assujetties à la CSG au taux de 6,6 % (article L 136-8 II du code de la sécurité sociale).

En application de l'article 154 quinquies du code général des impôts (CGI), le taux de la fraction de la contribution affectée au financement des régimes obligatoires d'assurance maladie déductible des sommes soumises à l'impôt sur le revenu est porté de 3,8 % à 4,2 % , le taux de la fraction non déductible restant fixé à 2,4 % (soit un taux global de 6,6 %).

Par dérogation aux I et II de l'article L 136-8 du code de la sécurité sociale, les pensions de retraite versées aux personnes dont la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente est inférieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du CGI, et dont le montant des revenus de l'avant-dernière année tels que définis au IV de l'article 1417 du CGI excède les seuils déterminés en application des dispositions des I et III du même article, restent soumises à la CSG au taux de 3,8 % (article L 136-8-III du code de la sécurité sociale).

Ce taux réduit de CSG (3,8 %) demeure intégralement déductible des sommes soumises à l'impôt sur le revenu.

Il est rappelé que ces taux de cotisation (6,6 % ou 3,8 %) s'appliquent à toutes les sommes versées à compter du 1^{er} janvier 2005, qu'elles se rapportent à des périodes antérieures ou postérieures à cette date.

2. MODIFICATION DU TAUX DE LA COTISATION D'ASSURANCE MALADIE ET MATERNITÉ

A compter du 1^{er} janvier 2005, le taux de la cotisation d'assurance maladie et maternité prélevée sur les pensions dont les titulaires ne sont pas domiciliés fiscalement en France ou dont les revenus ne sont pas imposables en France est porté de 2,8 % à 3,2 % (article D 711.5 du code de la sécurité sociale).

Il est rappelé aux comptables que cette disposition concerne les pensions gérées par la Trésorerie Générale pour l'Etranger et celles payées dans les Territoires d'Outre-Mer.

3. PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les cotisations d'assurance maladie sont précomptées dans la limite du plafond mensuel en vigueur au moment de leur paiement. A compter du 1^{er} janvier 2005, ce plafond est fixé à 2 516 €

Les règles d'exonération en vigueur au 31 décembre 2004 sont maintenues.

Les comptables voudront bien signaler, sous le présent timbre, les difficultés éventuelles résultant de l'application de ces dispositions.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIÉ

ANNEXE N° 1 : Article 72 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004

Article 72

I - Au deuxième alinéa du I de l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, le pourcentage : « 5 % » est remplacé par le pourcentage : « 3 % ».

II. - L'article L. 136-8 du même code est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi rédigé :

« I. - Le taux des contributions sociales est fixé :

« 1° A 7,5 % pour la contribution sociale mentionnée à l'article L. 136-1 ;

« 2° A 8,2 % pour les contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-6 et L. 136-7 ;

« 3° A 9,5 % pour la contribution sociale mentionnée à l'article L. 136-7-1, sous réserve des taux fixés au III du même article. » ;

2° Le II est ainsi rédigé :

« II. - Par dérogation au I :

« 1° Sont assujetties à la contribution au taux de 6,2 % les allocations de chômage ainsi que les indemnités et allocations mentionnées au 7° du II de l'article L. 136-2 ;

« 2° Sont assujetties à la contribution au taux de 6,6 % les pensions de retraite, les pensions d'invalidité et les allocations de préretraite. » ;

3° Le IV est ainsi rédigé :

« IV. - Le produit des contributions mentionnées au I est versé :

« 1° A la Caisse nationale des allocations familiales pour la part correspondant à un taux de 1,1 % et, par dérogation, de 1,08 % pour les revenus visés à l'article L. 136-2 soumis à la contribution au taux de 7,5 % ;

« 2° Au fonds institué par l'article L. 135-1 pour la part correspondant à un taux de 1,05 % et, par dérogation, de 1,03 % pour les revenus visés à l'article L. 136-2 soumis à la contribution au taux de 7,5 % ;

« 3° A la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie visée à l'article 8 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, pour la part correspondant à un taux de 0,1 % ;

« 4° Aux régimes obligatoires d'assurance maladie, dans les conditions fixées à l'article L. 139-1 du présent code, pour la part correspondant à un taux :

« a) Sous réserve des dispositions du g, de 5,25 % pour les contributions mentionnées au 1° du I ;

« b) De 7,25 % pour les contributions mentionnées au 3° du I ;

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

- « c) De 5,95 % pour les contributions mentionnées au 2° du I ;
- « d) De 3,95 % pour les revenus mentionnés au 1° du II ;
- « e) De 4,35 % pour les revenus mentionnés au 2° du II ;
- « f) De 3,8 % pour les revenus mentionnés au III ;
- « g) De 5,29 % pour les revenus mentionnés à l'article L. 136-2 soumis à la contribution au taux de 7,5 %.
- « Le produit des contributions mentionnées au III de l'article L. 136-7-1 est réparti dans les mêmes proportions que les contributions visées aux I et II du même article. »

III. - Au deuxième alinéa du III de l'article L. 136-7-1 du même code, les taux : « 7,5 % » et « 10 % » sont respectivement remplacés par les taux : « 9,5 % » et « 12 % ».

IV. - Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le d du I de l'article L. 136-6 est abrogé ;

2° Le I de l'article L. 136-7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les plus-values mentionnées aux articles 150 U à 150 UB du code général des impôts sont également assujetties à cette contribution. »

V. - Les dispositions du I sont applicables aux revenus perçus à compter du 1er janvier 2005.

Les dispositions des II et III sont applicables :

1° En ce qui concerne la contribution mentionnée à l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale, aux revenus perçus à compter du 1er janvier 2005 ;

2° En ce qui concerne la contribution mentionnée à l'article L. 136-6 du même code, aux revenus des années 2004 et suivantes ;

3° En ce qui concerne la contribution mentionnée à l'article L. 136-7 du même code, aux produits de placements mentionnés au I du même article, sur lesquels est opéré, à partir du 1er janvier 2005, le prélèvement prévu à l'article 125 A du code général des impôts, aux plus-values mentionnées au I de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale, pour les cessions intervenues à compter du 1er janvier 2005, et aux produits de placements mentionnés au II dudit article L. 136-7, pour la part de ces produits acquise et, le cas échéant, constatée à compter du 1er janvier 2005 ;

4° En ce qui concerne la contribution mentionnée au I de l'article L. 136-7-1 du même code, aux tirages, événements sportifs et émissions postérieurs au 31 décembre 2004 ;

5° En ce qui concerne la contribution mentionnée au II de l'article L. 136-7-1 du même code, sur les sommes engagées à compter du 1er janvier 2005 ;

6° En ce qui concerne la contribution mentionnée au III de l'article L. 136-7-1 du même code, sur le produit brut des jeux et sur les gains réalisés à compter du 1er janvier 2005.

ANNEXE N° 2 : Article 37 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004

Article 37

I - L'article 154 quinquies du code général des impôts est ainsi modifié :

1° Dans le I, les mots : « perçus à compter du 1er janvier 1998 » sont supprimés, et les mots : « ou de 3,8 points pour les revenus visés aux II et III de l'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « ou, pour les revenus visés au 1° du II et au III de l'article L. 136-8 du même code et pour ceux visés au 2° du II du même article, à hauteur respectivement de 3,8 points et 4,2 points, » ;

2° Dans le II, les mots : « réalisés à compter du 1er janvier 1997 » sont supprimés, et les mots : « 5,1 points » sont remplacés par les mots : « 5,8 points ».

II. - 1. Les dispositions du 1° du I s'appliquent pour l'imposition des revenus perçus à compter du 1er janvier 2005.

2. Les dispositions du 2° du I s'appliquent pour l'imposition des revenus réalisés à compter du 1er janvier 2004.

ANNEXE N° 3 : Décret n° 2004-1230 du 17 novembre 2004 relatif aux taux des cotisations d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès de certains assurés

Décrets, arrêtés, circulaires
Textes généraux
Ministère de la santé et de la protection sociale

NOR: SANS0423011D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la protection sociale,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 131-7-1 ;

Vu le code rural ;

Vu le décret du 6 août 1938 modifié fixant le régime d'assurances des agents de la Société nationale des chemins de fer français autres que ceux de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ;

Vu le décret n° 80-481 du 27 juin 1980 modifié fixant les taux et les conditions d'exonération des cotisations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès assises sur les avantages de retraite servis au titre d'une activité professionnelle relevant du régime des assurances sociales agricoles, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 82-445 du 28 mai 1982 modifié fixant le taux et les conditions d'exonération des cotisations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès assises sur les revenus destinés à indemniser l'absence totale ou partielle d'emploi des salariés relevant du régime général de la sécurité sociale et du régime des assurances sociales agricoles, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 88-666 du 6 mai 1988 modifié portant application de l'article 4 de la loi n° 88-16 du 5 janvier 1988 relative à la sécurité sociale, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 97-140 du 13 février 1997 modifié relatif aux taux des cotisations d'assurance maladie assises sur les avantages de retraite servis au titre d'une activité professionnelle relevant du régime des personnes non salariées des professions agricoles, notamment son article 1er ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz en date du 21 septembre 2004 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Établissement national des invalides de la marine en date du 12 octobre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 8 septembre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 3 septembre 2004 ;

Vu l'avis du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du 16 novembre 2004,

Décrète :

Article 1

I - Au dernier alinéa de l'article D. 612-4 du code de la sécurité sociale, le taux : « 2,40 % » est remplacé par le taux : « 2,8 % ».

II. - A l'article D. 242-8 du même code, les taux : « 2,80 % » et « 3,80 % » sont respectivement remplacés par les taux : « 3,2 % » et « 4,2 % ».

III. - Au troisième alinéa de l'article D. 242-12 du même code, le taux : « 4,50 % » est remplacé par le taux : « 4,9 % ».

IV. - L'article 1er du décret du 27 juin 1980 susvisé est modifié comme suit :

a) Le premier alinéa est complété par les mots : « pour les personnes qui remplissent les conditions définies à l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale » ;

b) Les taux : « 2,80 % » et « 3,80 % » sont respectivement remplacés par les taux : « 3,2 % » et « 4,2 % ».

V. - A l'article 1er du décret du 13 février 1997 susvisé, le taux : « 1,8 % » est remplacé par le taux : « 2,2 % ».

VI. - A l'article 1er du décret du 28 mai 1982 susvisé, le taux : « 4,50 % » est remplacé par le taux : « 4,9 % ».

VII. - A l'article 2 du décret du 6 mai 1988 susvisé, le taux : « 3,75 % » est remplacé par le taux : « 4,15 % ».

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

VIII. - L'article D. 711-5 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

- au a du 2°, le taux : « 3,75 % » est remplacé par le taux : « 4,15 % » ;
- au b du 2°, le taux : « 5 % » est remplacé par le taux : « 5,4 % » ;
- au c du 2°, le taux : « 4,50 % » est remplacé par le taux : « 4,9 % » ;
- au d du 2°, le taux : « 4,25 % » est remplacé par le taux : « 4,65 % » ;
- au e du 2°, le taux : « 3,60 % » est remplacé par le taux : « 4 % » ;
- au f du 2°, les mots : « d'un point » sont remplacés par les mots : « de 0,6 point » ;
- au 3°, le taux : « 2,80 % » est remplacé par le taux : « 3,2 % » ;
- au 4°, le taux : « 3,80 % » est remplacé par le taux : « 4,2 % ».

IX. - Aux deux derniers alinéa du paragraphe 6 bis de l'article 3 du décret du 6 août 1938 susvisé, les taux de « 3,5 % » et de « 2,8 % » sont respectivement remplacés par les taux de « 3,9 % » et de « 3,2 % ».

X. - A l'article 91 du décret du 27 novembre 1946 susvisé, les taux : « 3,30 % » et « 4,50 % » sont respectivement remplacés par les taux : « 3,7 % » et « 4,9 % ».

XI. - Les dispositions du présent article s'appliquent aux avantages versés à compter du 1er janvier 2005.

Article 2

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le garde des sceaux, ministre de la justice, la ministre de la défense, le ministre de la santé et de la protection sociale, le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales et le ministre délégué à l'intérieur, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé et de la protection sociale,
Philippe Douste-Blazy

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,
Dominique Villepin

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Dominique Perben

La ministre de la défense,
Michèle Alliot-Marie

Le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer,
Gilles de Robien

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État,
Renaud Dutreil

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,
Hervé Gaymard

Le ministre délégué à l'intérieur, porte-parole du Gouvernement,
Jean-François Copé

ANNEXE N° 4 : Décret n° 2004-1292 du 26 novembre 2004 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2005.

NOR: SANS0423754D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la protection sociale, du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, et du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Vu le livre II du code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 241-3 et D. 242-17 ;

Vu le livre VII du code rural ; Vu le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 modifié relatif au financement des assurances sociales agricoles, notamment les articles 2 et 5 ;

Vu le décret n° 54-1229 du 6 décembre 1954 modifié relatif au fonctionnement et au financement du régime des assurances sociales agricoles applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, notamment les articles 5 et 6 ; Vu le décret n° 73-523 du 8 juin 1973 modifié fixant les modalités de calcul des cotisations du régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

Vu le décret n° 73-802 du 9 août 1973 relatif au recouvrement des cotisations de l'assurance des travailleurs salariés de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

Vu le décret n° 76-1282 du 29 décembre 1976 modifié relatif au recouvrement par les caisses de mutualité sociale agricole des cotisations assises sur les salaires ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 26 octobre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 3 novembre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 2 novembre 2004 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 29 octobre 2004 ;

Vu l'avis des organisations signataires de la convention collective du 14 mars 1947 en date du 18 octobre 2004 ;

Vu l'avis du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du 16 novembre 2004 ;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 19 novembre 2004,

Décrète :

Article 1

Les cotisations dues dans la limite du plafond de la sécurité sociale sont, sous réserve de l'application des dispositions du 1° de l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale, du dernier alinéa de l'article 1er du décret du 29 décembre 1976 susvisé et de la régularisation annuelle, calculées lors de chaque échéance de paie jusqu'à concurrence des sommes suivantes :

- 7 548 EUR si les rémunérations ou gains sont versés par trimestre ;
- 2 516 EUR si les rémunérations ou gains sont versés par mois ;
- 1 258 EUR si les rémunérations ou gains sont versés par quinzaine ;
- 581 EUR si les rémunérations ou gains sont versés par semaine ;

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

- 116 EUR si les rémunérations ou gains sont versés par jour ;
- 15 EUR si les rémunérations ou gains sont versés par heure pour une durée de travail inférieure à cinq heures, pour les rémunérations ou gains versés du 1er janvier au 31 décembre 2005.

Article 2

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la santé et de la protection sociale et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé et de la protection sociale,

Philippe Douste-Blazy

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Hervé Gaymard

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114